

**Réaction du gouvernement québécois au Plan fédéral d'infrastructure
Québec manque-t-il de volonté politique ?**

26 septembre 2017 – Alors que le gouvernement fédéral s'est engagé à investir des sommes d'une ampleur historique pour développer les transports en commun, TRANSIT, l'Alliance pour le financement des transports collectifs, s'inquiète vivement [des requêtes de Québec](#) qui risquent de ralentir le démarrage de projets d'infrastructures durables. [Depuis l'automne dernier, TRANSIT sonne l'alarme](#) concernant le retard évident du gouvernement québécois.

Selon François Pepin, président de Trajectoire Québec, « une certaine flexibilité quant à l'échéance d'approbation des sommes prévues dans le cadre de la première phase du plan Investir dans le Canada est probablement souhaitable pour assurer l'utilisation complète de l'enveloppe disponible. Il serait toutefois absolument inadmissible que des fonds prévus pour les transports collectifs servent à payer d'autres types d'infrastructure, parce que les besoins dans ce domaine sont criants. Les ministres Leitão et Moreau doivent clairement spécifier que ce n'est pas ce à quoi ils réfèrent lorsqu'ils demandent [la transférabilité des fonds d'un volet à un autre](#). »

« Le retard du Québec sur l'Ontario est frappant quant à l'approbation de ses projets dans le cadre de ses projets pour la phase 1 et il n'arrive pas par hasard. [Le ministre Sohi a d'ailleurs spécifiquement appelé Québec à accélérer la cadence](#) au cours de l'été. Si l'on décide que la mobilité durable est une priorité du gouvernement, les projets peuvent avancer beaucoup plus rapidement. Or, ce qu'on voit ces semaines-ci, c'est une surenchère électorale avec l'annonce d'élargissement autoroutier. C'est extrêmement troublant dans le contexte de l'élaboration d'une Politique de mobilité durable, » affirme Florence Junca Adenot, directrice du FORUM URBA 2015 et professeure associée au département d'études urbaines et touristiques de l'UQAM.

Enfin, l'Alliance TRANSIT affirme qu'elle partage néanmoins l'inquiétude du gouvernement du Québec de voir la contribution du gouvernement fédéral baisser de 50% à 40% des coûts des projets. Cette décision suscitera une pression financière accrue sur les paliers provincial et municipal.

À propos de TRANSIT

La mission de TRANSIT est de favoriser le développement et l'amélioration des services de transports collectifs au Québec, en s'assurant qu'ils reçoivent le financement nécessaire pour permettre au plus grand nombre possible de citoyens d'en bénéficier. Depuis sa création en août 2011, TRANSIT publie des rapports d'analyse et fait état de plusieurs recommandations pour pallier la crise des transports et aider le gouvernement et les organisations de transports collectifs à atteindre leurs objectifs d'achalandage d'ici 2020.

Source

Samuel Pagé-Plouffe

Cell : 514.714.6762

info@transitquebec.org